

Régime d'aide de MINIMIS
Consultation de la Commission européenne
Réponse de France Clusters avec l'appui de son collectif "Cluster Inter-Régions"

Réponse de France Clusters, l'association des Clusters Français, à la consultation de la Commission Européenne sur le projet de nouveau règlement de Minimis 2024 – 2030
(Réalisée avec l'appui de son collectif "Cluster Inter-Régions" entre le 30/11/22 et le 12/12/22) -
Nouveau règlement 2024 – 2030 [Projet de règlement](#))

France Clusters et son collectif « Cluster Inter-Régions » se félicitent de l'appel à contribution de la Commission européenne pour évaluer les modifications possibles du règlement de minimis. La nécessité d'un seuil révisé, qui tienne compte de l'inflation pour 2014-2030 et reflète l'évolution économique, a été saluée de manière unanime par la communauté des clusters français.

La communauté des Clusters Français se réjouit du souhait de la Commission Européenne d'aménager son cadre sur les aides d'Etat en réponse à la concurrence générée par le plan américain de lutte contre l'inflation (« inflation reduction act »).

Révision du seuil de minimis et modalités d'usage des aides exemptées

❖ Révision du seuil de minimis

Il est proposé que le seuil de notification de minimis pour répondre aux conditions économiques défavorables, à l'inflation et aux prix des actifs en difficulté, passe de 200 000 € à 500.000 €

Pourquoi 500.000 € au lieu de 275.000€ du projet de règlement de Minimis de la Commission Européenne pour 2024 - 2030 ?

Parce que ce seuil de 500.000 Euros :

- Serait plus proche des évolutions des coûts à venir, inflation, énergie, pression de la concurrence internationale. Cf concurrence générée par le plan américain de lutte contre l'inflation (« inflation reduction act »).
- Simplifierait les remontées d'information (Transparence) sans menacer, pour autant, la juste concurrence intra européenne.
- Faciliterait la gestion des entreprises ou personne morale qui reçoivent l'aide
- Faciliterait, également, le suivi des autorités de gestion.

❖ Modalités d'usage des aides exemptées

- *Durée des prêts aux entreprises sur lesquels repose la garantie*

La limitation à cinq ans de la durée des prêts sur lesquels repose la garantie a été considérée comme décalée par rapport à la réalité concrète des entreprises.

Il a, donc, été proposé que la durée des prêts sur lesquels repose la garantie soit adaptée aux besoins des entreprises.

En réalité, la durée de ces prêts est souvent plus longue. Le financement des investissements nécessite souvent des durées supérieures à 5 ans. Si une limite de mandat devait être retenue, elle devrait être fondée sur les besoins réels des entreprises.



Pour le matériel d'exploitation et de bureau, il faudrait 10 ans, pour le financement du fonds de roulement, il faudrait avoir au moins 8 ans, enfin pour le financement des investissements structurels, il faudrait au moins 20 ans.

Augmenter la limite de durée à 10 ans tout en réduisant de moitié le montant du prêt ne représente pas une aide significative. Des durées trop courtes dans le règlement de minimis nuisent en particulier aux besoins élevés de financement à long terme des entreprises industrielles de taille moyenne.

- *Entreprises de soutien à l'inclusion dans le monde du travail*

Les entreprises à but non lucratif dont l'objectif principal est le soutien aux personnes pour leur inclusion dans le monde du travail ne répondent, généralement, pas aux critères de concurrence du marché intérieur. Il a, donc, été proposé d'adapter la règle appliquée à ce type de situation : chaque entreprise liée devrait être autorisée à recevoir son aide « de minimis » appropriée, à condition que celle-ci soit utilisée pour créer de nouvelles possibilités d'emploi

L'enjeu porte, ici, sur la promotion de l'inclusion sociale et professionnelle et sur la création d'une meilleure cohésion sociale dans les communautés territoriales.

Transparence - Outils d'information et de gestion des quotas

Il est proposé d'améliorer les exigences de transparence par la simplification de la déclaration/notification pour les entreprises comme suit :

L'introduction d'un registre unique obligatoire, avec une section spéciale, dans le cadre de minimis des aides d'État au niveau national serait de nature à réduire la charge administrative pour les petites entreprises. En cela, cette disposition a été plutôt appréciée. Attention toutefois a-t-il été noté, d'éviter de révéler des informations sensibles à des concurrents économiques !

Une précaution sera, également à prendre pour traiter les questions de groupes d'entreprises, de fusion ou d'entreprises liées selon la législation européenne. Car le tissu économique, notamment dans cette période de fortes transitions, est particulièrement mouvant, les entreprises devant innover et s'adapter, en permanence aux situations, elles aussi, notoirement mouvantes.

C'est pourquoi, il est proposé par France Clusters de renforcer très fortement, l'information des financeurs publics avec des outils simples à l'intention des porteurs de projet. Grille ? Tuto ? autres ? Car la déclaration / notification joue un rôle de contrôle induit des seuils atteints par les entreprises, indispensable à la bonne gestion de ce type d'aide d'Etat.

France Clusters

Association des clusters français

Hub des nouveaux outils d'accélération PME et Territoires

Pôles de compétitivité - Clusters territoriaux - Réseaux d'entreprises

Collectif Cluster Inter-Régions

Think tank de techniciens "Innovation-Développement éco." des régions françaises animé par France Clusters

contact@franceclusters.fr - 04 78 54 67 09 - www.franceclusters.fr